

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75961 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

A L'OCCASION DU 10e
ANNIVERSAIRE DU PARTI
COMMUNISTE MARXISTE LÉNINISTE
DE FRANCE

MEETING

Organisé par l'Humanité rouge

LE 27 JANVIER A 20h30

A la mutualité

Le dixième anniversaire du PCMLF - La campagne
politique de 1978.

Un satellite espion soviétique nucléaire
se désintègre au dessus du Canada

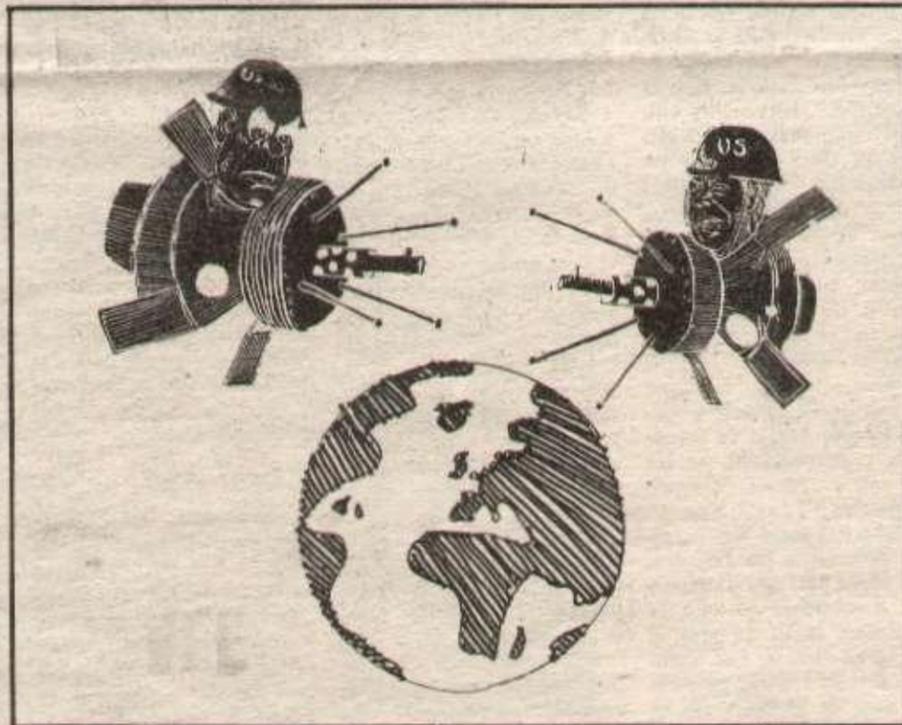
PREPARATIFS DE GUERRE DANS L'ESPACE

Le satellite soviétique qui s'est désintégré mardi, au-dessus du grand Nord canadien, lève un nouveau coin du voile sur la guerre secrète et féroce que URSS et USA mènent, d'ores et déjà, dans l'espace.

Lancé le 18 septembre dernier, ce satellite « Cosmos », dont on ne sait pas encore s'il était propulsé à l'énergie nucléaire ou seulement alimenté en énergie par un petit réacteur isotopique à uranium enrichi, a dévié de sa trajectoire depuis fin décembre. Il était observé de près par les services de détection américains qui ont averti le Kremlin que la rentrée serait « anormale ».

Les Soviétiques n'avaient jamais révélé qu'ils utilisaient ce genre de générateur à uranium enrichi et les Américains ne l'avaient jamais fait savoir non plus, bien qu'ils soient au courant.

Réagissant avec une rapidité tout-à-fait inhabituelle, l'agence Tass a fait connaître cet accident le jour



même en reconnaissant que ce satellite, soi-disant d'observation météorologique, était, en fait, porteur d'une petite installation nucléaire

ne présentant pas de danger d'explosion ».

Double mensonge : de semblables satellites ne sont pas réservés à d'innocentes observations scientifiques mais poursuivent des buts militaires bien précis : espionnage des sous-marins nucléaires embusqués au fond des océans, ou expérimentation pour la perfectionnement des « satellites tueurs de satellites ».

On estime, en Occident, que 70 % des « Cosmos » - l'URSS lançait ce même mardi le 986e depuis 1962 - ont des buts militaires.

Ils ne sont pas non plus sans danger. De nombreux scientifiques, et le département d'Etat US lui-même, estiment que si le réacteur nucléaire ne s'était pas consumé en rentrant dans l'atmosphère, il aurait pu émettre des radiations mortelles pour des êtres humains se trouvant à proximité du

point de chute.

Un silence concerté a été observé par tous les gouvernements sur cette alerte atomique, la plus grave enregistrée.

La Suisse, le Danemark, l'Italie, le Canada et la RFA ont réuni un « état-major de crise » depuis trois jours et observé une alerte nucléaire totale de trois jours... sans que les peuples concernés en soient le moins du monde avertis.

Un tel événement démontre l'intensité de la course aux armements que Russes et Américains se livrent dans l'espace comme sur terre et sous les mers.

Il prouve aussi la vanité des chiffons de papier que signent les deux superpuissances, toutes deux signataires du traité de Moscou du 5 août 1963, « lutant contre la contamination de l'environnement par des substances radioactives ».

NOTE DE LECTURE

«Mémoires d'extrême-Asie

La face cachée du monde»

de Etienne Manac'h

A l'origine cet article de notre directeur politique était prévu pour une « Note de lecture » dans notre revue théorique « Proletariat ». Simon Leys (dans la revue l'« Express », les Broyelle et autres antichinois et anticommunistes patentés ont lancé une attaque en règle contre le livre d'Etienne Manac'h. Or, ce livre est le fait d'un ami sincère de la Chine, qui parle honnêtement de ce qu'il a connu et qui est positif à bien des points de vue.

Etienne Manac'h, diplomate de profession, après avoir dirigé, pendant neuf ans, la section d'Asie-Océanie du ministère des Affaires étrangères, est devenu ambassadeur de France à Pékin, auprès de la République populaire de Chine, de 1969 à 1975. Retraité depuis cette dernière date, il se consacre à l'écriture de ses « Mémoires », et vient d'en publier le premier volume, qui couvre la période allant du 10 septembre 1968 au 11 novembre 1969.

Disons d'emblée qu'il s'agit d'un recueil d'informations historiques d'une richesse de première main, présentées par un témoin irrécusable. Le lecteur

reste d'ailleurs souvent sur sa faim, avivée par ce qu'il a déjà lu, quand l'auteur, contraint par le devoir de réserve inhérent à ses anciennes fonctions officielles, remplace la relation concrète de souvenirs qu'il conserve précieusement à l'intention d'une publication future, par une petite étoile mystérieuse, un simple astérisque.

Socialiste, admirateur sincère du général De Gaulle, Etienne Manac'h n'a pas une biographie qui le situe aux côtés, ni même dans le proche environnement de notre pensée et de notre activité marxistes-léninistes. Mais sa personnalité, fondée sur un solide

(Suite page 3)

● Lothar/S-Paris

Après 28 jours d'occupation

LA LUTTE CONTINUE!

Ce mardi 24, après 28

jours d'occupation, les travailleurs de Lothar/S, cette entreprise spécialisée dans la confection de luxe employant près de 200 personnes, en majorité femmes et immigrées (Voir HR No 800), ont décidé, face aux menaces maintenues de licenciement, de continuer leur lutte. Ils poursuivent l'occupation : ils ne libéreront le stock qu'ils détiennent (*) que sous des « conditions préalables à la reprise du travail » dont l'essentielle est la suivante : « garantie de l'emploi pour tout le personnel, pas de licenciement ».

Au fil des jours, le plan du patron, préparé de longue date, apparaît de plus en plus clairement. Ce qu'il veut, ce sont des travailleurs dociles qu'il puisse exploiter à sa guise : dans le cas contraire, il préfère céder la production à des sous-traitants et garder essentiellement la distribu-

tion.

Il commence donc par concentrer presque tous les délégués (il y a en depuis la création de la section CGT), à Clichy, loin de l'usine principale, dans un atelier où ils se retrouvent sept (sur 9 personnes !).

Ça ne marche pas ; alors il prépare un coup : une faillite-bidon (l'affaire a connu un développement spectaculaire, démarré à 10 personnes en 1970, doublant chaque année ses bénéfices, atteignant 30 millions actuels de chiffre d'affaires, l'an dernier... et, de favorable fin août, l'état des finances devient soudain catastrophique fin septembre). La liquidation de Clichy et une bonne liste de licenciement prête dès septembre et qui permettrait de « descendre » le nombre d'employés à ... 49 (plus de section syndicale, plus de délégué, plus de CE !).

(Suite page 5)

● Tunisie

GREVE GENERALE

Une grève générale de 24 heures dans l'ensemble de la Tunisie, à partir du jeudi 26 janvier à 00 h, a été décidée, mardi, par l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

Le secrétaire général de l'UGTT, Habib Achour, a annoncé le mouvement mardi après-midi.

La grève générale, décidée mardi, est le premier mouvement d'une telle an-

pleur organisé dans le pays depuis l'indépendance.

Ce mouvement de grève générale, a indiqué Habib Achour, a été décidé par le Comité exécutif de l'UGTT pour protester notamment contre les attaques « répétées » dont ont été l'objet ces derniers jours « les maisons » des syndicats dans certaines villes de Tunisie, par des éléments « provocateurs », proches du Parti socialiste destourien.

● Allemagne de l'Ouest

La répression envers les avocats qui ont défendu le groupe Baader-Meinhof continue. Hier nous avons annoncé que deux avocats du cabinet de Klaus Croissant se voyaient dans l'interdiction de remplir leurs fonctions. Aujourd'hui, nous apprenons que deux avocats associés à Kurt Groenewold qui passe actuellement en procès, sont inculpés pour avoir porté « assistance à une association criminelle ».

C'est sur le fait que Me Rogge et Me Koencke fassent partie du même cabinet que Kurt Groenewold que le tribunal a fondé son inculpation.

● Tunisie

Le principe d'une grève générale d'avertissement et dans les plus brefs délais a été décidé par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) dans une motion diffusée lundi.

Cette décision a été prise dans la nuit de dimanche à lundi, à l'issue d'une réunion dimanche, des membres de la commission administrative de l'UGTT, qui a laissé à son bureau exécutif le soin de fixer la date, la durée et les modalités du mouvement.

La motion, diffusée lundi, faisait état de « provocation, de violence et de terrorisme » contre les syndicalistes et « d'incitation de certains hommes de main professionnels à attaquer les locaux de l'UGTT en y causant des dégâts matériels ».

Par ailleurs, la fédération nationale de l'Agriculture a décidé un arrêt de travail pour le 24 janvier.

Depuis quelques temps, sous l'effet du développement des luttes, l'UGTT qui, auparavant, était sous la direction du parti destourien a pris des positions opposées à celles du gouvernement.

● Afrique du Sud

L'association des correspondants étrangers en Afrique du Sud a exprimé « sa profonde inquiétude » devant le « harcèlement » de ses membres, après l'arrestation pendant plusieurs heures, dimanche, de cinq journalistes étrangers, dans la cité africaine de Soweto, près de Johannesburg.

Les correspondants de l'agence « France Presse », de l'« Associated Press », de l'« United Press International Television News » et de la « Voix de l'Amérique » ont été arrêtés après avoir assisté à un meeting antiapartheid à Soweto. Ils furent libérés après plusieurs heures et un bref interrogatoire. Deux photographes noirs avaient été également arrêtés. Aucun d'entre eux n'a eu d'explications sur la cause de ces arrestations.

● Etats-Unis

Lundi, une fuite de gaz radioactif s'est produite à la centrale nucléaire du Colorado. Cinq ouvriers ont été hospitalisés d'urgence. Un nuage radioactif se dirige vers Denver, la capitale du Colorado. La centrale n'était pas complètement en service. La fréquence de ce type d'accidents prouve le mépris des capitalistes pour la sécurité qui passe bien après les profits.

● Indonésie

Soixante-dix étudiants ont été arrêtés, par les autorités indonésiennes, ces derniers jours, dans le cadre de la lutte antissubversive. Le gouvernement a interdit la circulation d'un « Livre blanc », publié la semaine dernière par les étudiants.

Ce document attaquait le régime de Suharto et se prononçait contre la candidature de ce dernier aux dernières élections. Des exemplaires de ce « livre blanc », avaient été distribués aux 3 000 étudiants qui avaient participé, la semaine dernière, à une manifestation sur le campus où des slogans très violents avaient été lancés contre le gouvernement.

Histoire économique des grands pays capitalistes

Ce livre de 536 pages, traduit du chinois, présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen-Âge ; la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution anti-féodale, la montée du capitalisme, la crise.

L'exemplaire : 38 F. En vente aux librairies :

Les Herbes sauvages

La Force du Livre

Paris 20e

Lyon 1er

et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris. Plus 2 F pour participation aux frais d'expédition.

● Kampuchéa démocratique (Cambodge)

10e ANNIVERSAIRE DE L'ARMÉE POPULAIRE



Un détachement féminin des forces armées pendant la guerre de Libération.

Née le 16 janvier 1968, et forgée dans le feu de la lutte armée durant la période révolutionnaire nationale et démocratique, sous la direction clairvoyante du Parti communiste du Kampuchéa (PCK), elle est un instrument indestructible de la dictature du prolétariat et de la défense de l'indépendance et de l'intégrité territoriale face à toutes les formes de subversion et d'agression venant de l'extérieur.

En adoptant la ligne stratégique de guerre populaire prolongée et en comptant principalement sur ses propres forces, l'armée populaire du Kampuchéa a remporté des victoires successives sur l'ennemi de classe et de la nation du Kampuchéa jusqu'à la libération totale du pays, le 17 avril 1975. Les combattants de l'armée populaire sont de glorieux fils et filles de la classe ouvrière et de la paysanne « pauvre du Kampuchéa. Ils sont déterminés à défendre fermement l'indépendance et l'intégrité territoriale contre tout agresseur quel qu'il soit, grand ou petit.

Animée d'un haut esprit de combativité, l'armée populaire du Kampuchéa ne prétendait jamais à changer sa nature populaire en armée agressive des grandes puissances.

Eduquée par le parti à servir fidèlement les causes justes de la révolution socialiste au Kampuchéa, elle n'a jamais reculé devant tous les obstacles, encore moins devant la pression politique et militaire de qui que ce soit.

La victoire remportée par le peuple du Kampuchéa et ses forces armées, le 15 août 1973, face aux bombardements intensifs de l'aviation de l'impérialisme américain, a prouvé que, quelles que soient les pressions exercées par les agresseurs étrangers, elles ne pouvaient pas mettre le peuple du Kampuchéa à l'état d'esclavage ni sous la domination de ses agresseurs.

Consciente que la seule source de toute victoire est l'homme et son haut niveau de conscience politique et non le matériel, l'armée du Kampuchéa n'a jamais cédé aux pressions et aux chantages des agresseurs étrangers. Cette ligne de principe ne veut pas dire qu'elle refuse la voie de la négociation pacifique. Ce qui est clair, c'est qu'elle n'accepte pas de négocier sur la guerre injuste menée par les agresseurs étrangers.

La seule voie possible est de les chasser hors du Kampuchéa. Et d'autre part, la seule condition préalable menant à la négociation, c'est de respecter l'indépendance, l'intégrité territoriale, la non-ingérence dans les affaires intérieures

de chaque pays, et le respect de la souveraineté d'un peuple à décider, lui-même, de sa destinée.

Nul ne peut imposer à un peuple de rester sous sa tutelle ou bien de s'aligner à la remorque des grandes puissances. Depuis la libération du pays, le 17 avril 1975, l'armée populaire a non seulement le rôle de défendre les acquis de la révolution, mais elle participe aussi à la production afin d'élever le niveau de vie du peuple.

Dotée d'une structure d'organisation très solide, unie au parti, l'armée populaire du Kampuchéa n'agresse aucun pays et ne prétend pas changer de nature pour devenir une armée agressive des grandes puissances, instrument de domination, de pillage et facteur de guerre contre l'indépendance et l'intégrité des petits pays

● URSS

Arrestation d'un membre du «groupe d'Helsinki»

Grigory Goldstein, membre du groupe géorgien de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, a été arrêté, le 17 janvier, en URSS, annonce mardi un communiqué du « comité français pour l'application des accords d'Helsinki en Géorgie ».

« L'activité de M. Goldstein en faveur du respect des droits de l'homme, ajoute encore le communiqué, lui a valu d'être licencié de son emploi et privé de toute ressource matérielle ».

Le 7 avril 1977, deux autres membres du « Groupe d'Helsinki » de Géorgie,

Zviad Gamsakhourdia et Merab Kostava, avaient été arrêtés. Ils sont actuellement détenus à l'institut Serbsky de psychiatrie légale à Moscou.

● Italie

Les fascistes acquittés

Interrompu par deux renvois et par l'assassinat d'un magistrat, le long procès intenté contre 132 personnes, accusées d'appartenance au mouvement d'extrême-droite « Ordre nouveau » et de reconstitution du parti fasciste, s'est terminé, mardi, par l'acquiescement de la plupart des accusés, et, pour vingt d'entre eux, dont Pier Luigi Concutelli, accusé de l'assassinat, par la suspen-

des moins peuplés. Le peuple du Kampuchéa et ses forces armées aiment la paix dans la dignité et non la paix en restant sous la dépendance et la tutelle de qui que ce soit.

Ils luttent actuellement, sous la direction clairvoyante du PCK, pour la paix véritable en Asie du Sud-Est et dans le monde, c'est-à-dire pour le démantèlement de toutes les bases militaires agressives des grandes puissances impérialistes et pour que les relations d'Etat à Etat soient basées sur l'égalité, le respect et l'indépendance, le respect de l'intégrité territoriale, la non-ingérence dans les affaires intérieures de chaque Etat et pour que les relations entre pays frères soient à l'image des relations militantes entre le Kampuchéa et la Chine qui sont basées sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme pur et authentique.

sion du jugement.

Le tribunal a mis plus de trois jours - 76 heures au total - pour prendre sa décision. Lors de la lecture de la sentence, les onze détenus qui se trouvaient dans le box des accusés, dont Pier Luigi Concutelli, se sont mis à chanter des hymnes de l'époque fasciste et à faire le salut romain.

Les conditions dans lesquelles les juges étaient appelés à se prononcer, étaient singulières : en raison de l'assassinat, il y a un an et demi, du magistrat Occorsio, premier magistrat à instruire l'affaire, par la découverte, ces tout derniers jours, sur les marches de la salle où se tenait le procès, d'un engin explosif portant le message : « Président, rappelle-toi Vittorio Occorsio ».



● Bagnex-Montrouge

Semaine d'amitié franco-chinoise

ORGANISÉE PAR LE COMITÉ DE BAGNEUX-MONTROUGE DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES (AAFC).

DU LUNDI 23 JANVIER
AU SAMEDI 28 JANVIER
À LA MJC DE MONTROUGE

88, rue Racine, Montrouge
ENTRÉE LIBRE

En permanence : Exposition « Images du peuple chinois ».

Mercredi 25 janvier à 19 H : accueil des étudiants chinois en France

Vendredi 27 janvier à 20 h 30 : film : « Les peintres-paysans du Housien »

Montage diapositives commenté par un membre du comité qui s'est rendu en Chine cet été.

Samedi 28 janvier à 15 h : projection de diapositives pour enfants : « Les deux petites sœurs héroïques de la steppe »

SIX FILMS CHINOIS A PARIS

A partir du 25 janvier, six films chinois inédits seront projetés à Paris dans les salles suivantes :

- Cinéma Saint-Séverin « Le détachement féminin rouge »
« Le torrent de la révolution »
- Studio de la Harpe « Les pionniers »
« Les fleurs rouges du Tienchan »
- Olympic entrepôt « L'Orient rouge »
« La bataille navale de 1894 »

En province, certains de ces films seront programmés dans plusieurs villes que nous signalerons dès que possible.

VIENT DE PARAÎTRE « LE CINÉMA CHINOIS »

I/ 1905-1949 de Régis Bergeron-Alfred Eibel Editeur

Hors de Chine, pour le grand public et même pour les historiens du cinéma, le cinéma chinois reste à peu près inconnu. Ce livre constitue donc une véritable révélation. Ce premier volume tente de dégager les tendances principales du cinéma chinois avant l'époque socialiste. Il nous permet d'accueillir avec une meilleure compréhension les films chinois d'aujourd'hui.

CHOMAGE

Des chiffres dont on ne parle pas

Gouvernement et patronat, à ce qu'ils disent, rencontrent succès sur succès dans la « lutte » contre le chômage. A l'appui de leurs déclarations, ils citent quelques statistiques. Curieusement, ils laissent soigneusement de côté certaines autres statistiques qui pour être officielles, n'en sont pas moins révélatrices de l'évolution du chômage.

Ainsi, dans le secteur tertiaire, (services, administration, commerce), des statistiques officielles font état de ce qui, pudiquement, est appelé un « déséquilibre » entre les demandes, c'est à dire le nombre des chômeurs et les offres d'emploi. Le nombre des premiers aurait été en décembre de 236 000 et celui des secondes de 7 000. Toujours dans le secteur tertiaire, par rapport à décembre 1976, le nombre des « demandeurs d'emploi » en décembre 1977 est supérieur de 10,4 %.

Ces statistiques évidemment, ne sont pas divulguées par les grands moyens d'information, mobilisés à propager les mensonges officiels sur la diminution du chômage.

NOTE DE LECTURE

« MEMOIRES D'EXTREME ASIE »

La face cachée du monde Par Etienne Manac'h

Un témoignage chaleureux, sincère et clairvoyant

Suite de la page une

bon-sens indissociable de qualités de cœur sans doute dues à la rudesse de ses origines de Breton, en ont fait l'ami sincère de nombreux représentants des peuples révolutionnaires d'Asie. Il ne cherche nullement à dissimuler son admiration personnelle aussi bien pour Ho Chi-minh que pour Chou En-lai, à la mémoire desquels est d'ailleurs dédié ce premier tome.

Il est bien évident que nous pouvons avoir des divergences avec certaines des appréciations, ou des idées qu'il exprime, mais sa manière et sa sincérité forcent notre considération. Cette remarque n'étant valable au demeurant que pour les différences, car souvent nous comprenons et adhérons pleinement à son point de vue. Ambassadeur de France, il dispose d'une longue expérience des relations officielles avec les Américains comme avec les Soviétiques, et sait lancer, à l'occasion quelques flèches acérées contre les uns et les autres, en s'appuyant sur des faits précis élogieux.

Une partie de ce premier volume concerne la conférence, réunie à Paris, entre nos camarades vietnamiens du Nord et du Sud d'une part, et les Américains flanqués de leurs marionnettes d'autre part. La seconde partie se déroule dans la capitale chinoise, à l'époque qui suivit immédiatement la tenue du IXe congrès du Parti communiste chinois, alors que Lin Piao et ses comparses n'étaient pas encore définitivement démasqués. Quelques réflexions concernant des attitudes de ressortissants chinois, jugées par un diplomate français du plus haut rang, pourraient nous irriter, mais sont largement compensées par les efforts délibérés et persévérants soutenus par Etienne Manac'h et son épouse pour mieux connaître, et donc mieux comprendre, et finalement aimer ce peuple qu'ils approchent quotidiennement sans préjugé.

Fait qui mérite d'être souligné pour les Français, nous n'avons jamais trouvé trace dans ces écrits d'un quelconque esprit de supériorité, ni de quelque conduite de style paternaliste.

L'auteur n'est pas seulement diplomate, il est aussi homme de lettres au meilleur sens du terme, critique d'art et de théâtre, il n'oublie pas le moindre détail d'un tableau, d'un spectacle, d'un paysage et sait souvent en rehausser l'expression par un style de qualité. Parfois, il apporte un jugement extrêmement précis et juste. Après avoir rendu compte de pièces de théâtre à thèmes révolutionnaires contemporains, Etienne Manac'h note : «... dans l'art nouveau de cette capitale, l'union nationale procède des voix les plus modestes, celles des ou-

vriers, des paysans et des soldats. Ce n'est pas le souffle individuel du courage qui meut le héros et le porte vers le peuple. Le héros est dans le peuple, il est le peuple, il devient image et miroir - idole - pour la nation ».

S'il défend avant tout les intérêts d'une France dominée par un Etat et un gouvernement bourgeois, ce livre ne peut dissimuler pour autant la forte impression ressentie par son auteur en présence de la Chine, du peuple chinois, des communistes

chinois et de leurs principaux dirigeants. Nous devons rejeter tout sectarisme à son endroit, pour discerner, par-delà ce que nous pouvons contester, ce qui mérite notre intérêt et notre respect.

Les marxistes-léninistes ne doivent jamais rester insensibles à une manifestation concrète qui rejoint de près ou de loin, sous quelque forme que ce soit, y compris littéraire, leurs efforts pour aider à l'édification du Front uni mondial, que justifie les agissements hégémoni-

ques des deux superpuissances. Le contenu historique de « Mémoires d'Extrême-Asie » ne peut qu'inciter concrètement à cette entreprise universelle indispensable.

Nous attendons la publication du second tome avec impatience.

27 décembre 1977
Jacques Jurquet

« Mémoires d'Extrême-Asie » - La face cachée du monde - par Etienne Manac'h - Editeur Fayard - 593 pages - L'exemplaire 65 F.

L'enlèvement du baron Empain

Un haut représentant de la bourgeoisie monopoliste

Le baron Empain a été enlevé lundi matin

Ce personnage est le PDG de l'empire Empain-Schneider

Ce groupe est le troisième groupe financier en France après Suez et Paribas.

Il a été créé au siècle dernier. Il comprenait des sociétés d'électricité, de tramway, de chemin de fer. Il était constructeur et actionnaire du métro de Paris. Il installa un peu partout dans le monde des compagnies de tramway et de chemin de fer : en Égypte, au Congo (aujourd'hui Zaïre), en Chine, etc. En 1963, le baron Empain achète 8 % des actions de Schneider, puis bientôt en acquiert 25 % devenant le plus gros actionnaire. Au 19e siècle, les Schneider étaient déjà de très gros capitalistes. En 1836, ils avaient acheté aux Wendel la fonderie de Montchanin proche du Creusot, et on y fabriquait des locomotives, des bateaux, des moteurs à vapeur, des canons comme le canon 75.

En 1972, le baron Empain devient président du groupe Schneider.

Depuis 1970, l'objectif du groupe Empain-Schneider est de contrôler l'industrie nucléaire. A l'heure actuelle, Framatome, unique constructeur français de centrales nucléaires est dominé par Empain. En effet, la société Creusot-Loire (filiale de Empain) y possède 51 % des actions, alors que le commissariat à l'énergie atomique, organisme gouvernemental en possède 30 %. Une autre société, Westinghouse, y a aussi 15 % des actions, mais elle devra les céder à Creusot-Loire en 1985.

En dehors du nucléaire, le groupe possède toutes sortes de filiales : Jeumont-Ciaux), Merlin-Gérin (maté-blics (Spie-Batignoles), l'horcondamnons ces actions isolées comme celle de son enlèvement. Ernauld Somua, la construction navale (chantier de France-Dunkerque), les travaux publics (Spir-Batignoles), l'horlogerie (Jaz). Il contrôle aussi des banques telles que la Banque de l'Union parisienne et la Financière.

L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

Le baron Empain est un membre des plus éminents de la bourgeoisie monopoliste que nous voulons abattre. Seule, l'action révolutionnaire des ouvriers et de leurs alliés pourra y parvenir. C'est pourquoi nous condamnons des actions comme celle de son enlèvement.

D'autre part, certains journaux, la radio, la télévision se saisissent de telles actions pour faire pression sur l'opinion et faciliter la politique de plus en plus répressive du gouvernement.

DES METHODES QUI N'ONT RIEN DE COMMUN AVEC

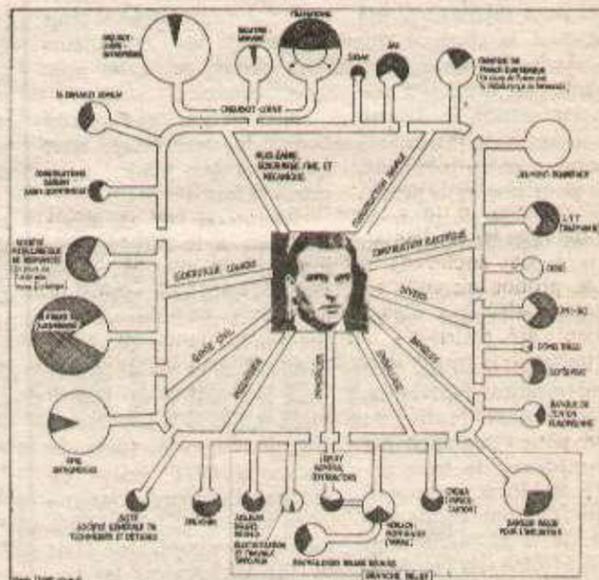


Image d'un monopole : le groupe Empain-Schneider. En blanc, les participations du groupe dans les sociétés.

LA CIOTAT - Vendredi 27 janvier à 20 h 30 (Salle Pelloutier (près du port))

RÉUNION PUBLIQUE
Organisée par le comité de lutte Français-immigrés de la Ciotat
POUR L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS



Extrait de « l'Hospitalier en lutte »

Bulletin de la cellule du PCMLF du CHR de Grenoble

Les régisseurs ont gagné !

Le personnel des guichets des soins externes (régisseurs) s'est engagé dans la lutte pour des revendications déjà anciennes :

- Un effectif stable et suffisant pour remplacer des agents en congé ou en maladie

- Le regroupement des deux guichets pour supprimer le va-et-vient des consultants

- L'extension du tiers-payant pour éviter aux consultants de faire l'avance des frais.

Depuis plus de trois ans, en effet, ils n'avaient pu obtenir satisfaction malgré lettres, pétitions, démissions, entrevues... C'est pourquoi ils décidèrent de s'adresser aux consultants afin d'obtenir leur soutien pour des revendications qui les concernaient eux aussi, en facilitant leurs démarches.

Tous les matins, pendant une semaine, les régisseurs sont intervenus auprès des consultants par panneaux, tracts et pétitions qui furent signés massivement par les consultants, ainsi que par tout le personnel de la trésorerie.

Il faut bien dire que cela ne s'est pas passé facilement, la direction a usé de menaces et d'insultes envers les régisseurs et les délégués CFDT qui les soutenaient. De plus, la direction a essayé de mettre la CFDT à l'écart d'une éventuelle négociation. Enfin, le vendredi, la direction a cédé devant le soutien des consultants et la détermination des régisseurs.

Ils ont obtenu satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications : et la levée des menaces de la part de la direction.

Cette victoire montre que seule la lutte paye ; malgré le fait qu'ils soient peu nombreux, les régisseurs, par leur détermination, ont gagné.

Cette victoire montre aussi que ce que craint la direction, c'est l'information et le lien des luttes de l'hôpital avec l'extérieur.

L'obtention du tiers-payant est un acquis important dans le sens de l'objectif de la gratuité des soins. Le tiers-payant est actuellement la cible de nombreuses attaques de la part du gouvernement.

● Rodez

Quel rôle joue la CGT à la clinique de Peyrières ?

Depuis la mi-octobre, quatre-vingt salariés ont été licenciés à la clinique chirurgicale des Peyrières.

D'une part, à cause d'une mauvaise gestion et d'autre part, à cause de règlements de compte entre médecins, ayant pour origine le profit.

Et une fois de plus, ce sont les travailleurs qui en font les frais.

Face à cette situation, le personnel a occupé les locaux.

A l'origine, la CFDT était le seul syndicat représenté.

Mais le CGT profita du conflit pour s'implanter par l'intermédiaire de trois militants du Parti communiste, qui ne font même pas partie de la chirurgie mais de la médecine (les Peyrières comprenant une société anonyme clinique chirurgicale et une société anonyme clinique médicale), alors que le conflit se déroule uniquement en chirurgie.

Donc, par tous les moyens, le PCF, par l'intermédiaire de la CGT a essayé de s'introduire pour diriger la lutte. Où sont les intérêts des travailleurs dans cette manœuvre ?

La CGT toujours en qué-

te d'adhésions envoya même des lettres individuelles pour récupérer les travailleurs déjà syndiqués et les non-syndiqués.

N'est-ce pas une façon de diviser les travailleurs alors que plus que jamais, nous avons besoin d'unité ?

Alors on se demande vraiment si le PCF sert les intérêts des travailleurs, ou bien s'il veut contrôler tous les foyers de luttes en vue des prochaines élections, par l'intermédiaire de la CGT.

Il y a peu de temps, aussi, à l'hôpital psychiatrique de Cayssols (près de Rodez) la CGT essaya de profiter d'un conflit interne de la section CFDT de l'hôpital pour s'implanter. Mais ce fut l'échec, car les travailleurs ne virent là qu'une manœuvre électorale, et la CGT n'a pas fait une seule adhésion sur les 800 employés.

Actuellement, la lutte continue au Peyrières même si des solutions sont proposées, et les travailleurs restent toujours vigilants sans attendre les élections.

Une licenciée des Peyrières.

● Nanterre

IGLA en grève !

Les ouvriers de IGLA (récupération de vieux papiers), à Nanterre, en majorité immigrés, sont à nouveau en grève, depuis le lundi 23 janvier. Déjà, en octobre dernier, ils avaient mené une grève de 25 jours pour les salaires (à peine le SMIC) et contre les conditions de travail comparables à celles du 19e siècle :

- 55 h par semaine !
- Pas de vestiaire !
- Pas de repos compensateur, etc.

Les travailleurs en sont à demander une pointeuse, ce qui serait pour eux un progrès, pour éviter l'arbitraire patronal. « C'est le bagne, l'esclavage », disent-ils.

Contre une telle exploitation, les ouvriers de plusieurs nationalités, unis, n'ont cessé de lutter.

Soutenus par l'UL-CFDT de Nanterre, ils obtenaient, en octobre, une augmentation de salaire et de nombreuses améliorations inscrites dans un protocole d'accord.

A noter à l'époque un soutien efficace des adhérents de base du syndicat du Livre CGT, qui refu-



Les conditions de vie des travailleurs immigrés n'ont rien à envier à leurs conditions de travail !

saient de livrer le papier aux jaunes pendant que les autres faisaient grève. Le PCF, quant à lui, a gardé le silence le plus complet.

Depuis octobre, le patron de choc a jeté le protocole au panier. RIEN n'a été appliqué. Pas de pointeuse, retard dans les élections,

etc.

Non seulement, il bafoue les lois mais sa propre signature. Pire ! Il licencie un ouvrier, en cours d'arrêt-maladie, Ali, qui devait être candidat-délégué du personnel.

Lundi 23, Ali se présente

au travail. Le patron lui refuse l'entrée. TOUS les ouvriers cessent immédiatement le travail. Surpris, le patron propose à Ali d'importantes sommes d'argent. Il refuse avec l'ensemble de ses camarades.

Parallèlement à la lutte, une action en justice est engagée sur de nombreux points. Ce ne sera pas facile, car ce patron semble bénéficier de nombreux « appuis » politico-patronaux.

La grève continue. Le soutien financier est important ; l'adresser à UL-CFDT, 7, rue des Anciennes Mairies 92000 Nanterre, avec la mention « Pour IGLA ».

● Centre d'Etudes nucléaires de Saclay

Une mort qui accuse

Le 18 janvier, un plombier de la société MPC, âgé de 24 ans, a été mortellement électrocuté en tombant sur les barres d'alimentation (380 V) d'un pont roulant, au magasin central de Saclay.

On lui avait demandé de poser une canalisation au-dessus des barres électriques sans couper le courant et sans même l'avertir du danger !

Cette mort n'est pas un accident, c'est un crime !

Ce type de pont roulant « à trolley » est interdit depuis 1962, mais évidemment, il y a des dérogations. Alors la direction préfère faire des économies en gardant le vieux matériel.

Les travailleurs de Saclay des entreprises extérieures (non CEA) ont des conditions de sécurité encore pires que le personnel CEA : on les parachute dans un bâtiment sans qu'ils soient au courant des dangers.

Entreprise privée ou entreprise nationalisée (comme à Saclay), c'est toujours la même chose : capitalisme assassin !

Correspondant HR

« LA CHINE TELLE QUE L'ONT VUE DIX SYNDICALISTES »

réalisé par des travailleurs et travailleuses d'EDF-GDF à leur retour d'un voyage en Chine. (Prix 15 F)

En vente aux librairies : « Les Herbes sauvages » : 70, rue de Belleville, Paris 20e et « La Force du Livre » 336 rue René Leynaud - 69001 Lyon. Par correspondance à E 100 24, rue Philippe de Girard, 75010-Paris.

● Foyer Sonacotra Victor Bash (Massy)

Nouvelle mesure contre les résidents en grève

Les résidents Sonacotra du foyer Victor Bash de Massy, n'ayant pas obtenu le renouvellement de leurs papiers (Voir Hr No 807) sont retournés à la préfecture de l'Essonne où on leur a donné l'explication suivante : par arrêté du ministère de l'Intérieur, il serait désormais systématiquement refusé le renouvellement des cartes de séjour aux résidents nouvellement arrivés dans un foyer Sonacotra en grève, et ceci pour toute la France (cela sous toutes réserves, les résidents n'ayant pu voir cet arrêté).

Cette mesure s'inscrirait bien dans la panoplie des mesures racistes Stoléro et autres ; par ce moyen, le gouvernement voudrait empêcher l'afflux de nouveaux immigrés dans les foyers Sonacotra en grève qui vien-



La volonté de lutte des travailleurs immigrés ne s'est jamais démentie.

draient ainsi grossir les rangs des grévistes ; il voudrait aussi empêcher des résidents déjà grévistes de changer de foyer.

Comme le faisait remarquer un résident, les nouveaux arrivants, en effet, « même s'ils payent le premier mois leur loyer, dès le 2e mois, ils nous rejoignent dans la grève ».

Ayant déjà essayé à de multiples reprises d'intimider sans succès les grévistes des foyers Sonacotra (arrêts sur salaire, expulsions...), la bourgeoisie espère cette fois-ci encore étouffer la lutte : elle se cassera encore cette fois les dents face à la détermination des résidents !

Correspondant HR

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Roubaix (8e circonscription)

POUR L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE

(Suite de la page 7)

Roubaix est un centre textile. En quelques années, les effectifs ont diminué de moitié. La « crise du textile » fait rage.

Les patrons expliquent la crise par « la concurrence déloyale ». En fait, les produits bon marché qui envahissent le marché sont fabriqués par les filiales à l'étranger de grands groupes français.

Une chose est sûre : les patrons français prennent des coups : la concurrence fait rage entre pays développés et ils ne peuvent comme avant acheter le coton bon marché et vendre leurs tissus dans les colonies ; l'essor du tiers

monde réduit leur marché, ces pays édifient leur propre industrie textile.

Les capitalistes essaient de sortir de la crise en renforçant l'exploitation des ouvriers : renforcement des grands groupes, fermetures, licenciements.

- Mise en place du travail de nuit pour amortir plus vite les investissements.

Le travail de nuit réduit la durée de la vie de 10 ans !

- Déportation de travailleurs immigrés qui travaillent aux postes les plus durs et les moins payés : le peignage, le travail de nuit.

- Suppression d'effectifs pour les femmes.

LA GAUCHE EN DIFFICULTE

A Roubaix, dans la 8e circonscription, le camarade Prioure, candidat de la liste d'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne affronte un bastion « socialiste ». Le député sortant, Clerambeaux, est une vieille fripouille SFIO. Il s'était particulièrement fait recevoir par les habitants de l'Alma-gare à qui il voulait montrer les bienfaits de la rénovation urbaine.

Le PCF se vante d'une puissante implantation. Il utilise le prestige qu'il a acquis lors des années 30 à Roubaix lorsqu'il dirigeait des luttes classe contre classe. Mais aujourd'hui, il rencontre des difficultés pour contrôler la classe ouvrière et subir des échecs.

A l'Alma-gare, mobilisés par la CSCV (Confédération syndicale du cadre de vie) les gens du quartier tiennent tête depuis huit ans à la mairie. Le journal local « Liberté » avait tenté en 1969 de tirer profit de la campagne contre l'habitat insalubre mais sans succès.

A Doffrenne, usine occupée depuis bientôt un an, les ouvriers continuent leur lutte contre tout licenciement. Le moins qu'on puisse dire est que le PCF n'a été pour rien dans cette lutte !

Quant aux marxistes-léninistes, ils ont acquis une certaine audience et ont porté des coups à la bourgeoisie. Rappelons le soutien apporté à Doffrenne dont des représentants ont pris la parole lors d'un meeting de l'Humanité rouge en février 1976.

On sait aussi la part active prise par les militants marxistes-léninistes dans la préparation de la manifestation du 23 février autour de Doffrenne, Lemaire et Dillies avec pour mots d'ordre « Non à tout licenciements ».

Un numéro spécial de l'Humanité rouge diffusé à 10 000 exemplaires sur tout Roubaix, appelé dès octobre 1977 à se préparer à la Lainière à lutter contre tout licenciement et contre la campagne raciste.

Plus récemment, la lutte contre la campagne raciste se poursuit : manifestation le 19 novembre de l'Humanité rouge contre les mesures Stoléro, large part dans la mobilisation pour exiger l'interdiction par la mairie d'un meeting de Le Pen, mobilisation victorieuse puisque Le Front national a annulé ce meeting.

(Voir aussi nos articles page 7)

Extradition et espace judiciaire européen

Le gouvernement français s'efforce actuellement d'obtenir l'accélération des travaux entrepris par les « Neuf » en vue de l'institution d'une procédure simplifiée et accélérée d'extradition pour tous les actes de violences graves.

La délégation française a soumis, pour sa part, les 6 et 7 décembre derniers, un avant-projet d'une véritable convention d'extradition autonome et spécifique « qui devrait se substituer autant que de besoin aux conventions d'extradition bilatérales existant entre les États signataires et tenir lieu de traité d'extradition pour les États qui n'ont pas d'instrument d'extradition »

• Toulouse

Grève de la faim d'étudiants marocains

Il y a cinq ans, le gouvernement marocain décidait arbitrairement la dissolution de l'Union nationale des étudiants marocains. Depuis le 24 janvier, date anniversaire, une trentaine d'étudiants marocains ont entamé, pour trois jours, une grève de la faim de protestation. Ils réclament « la levée de la mesure de dissolution de l'UNEM, la libération de tous ses responsables et militants, l'arrêt des campagnes d'enlèvements, d'arrestations et d'encercllement des établissements scolaires et universitaires, ainsi que des résidences par les forces répressives du régime au Maroc, enfin la libération immédiate de tous les prisonniers politiques au Maroc ».

SAMEDi 28 JANVIER

RÉUNION-DÉBAT

ORGANISÉ PAR :

L'HUMANITÉ ROUGE

DE: 16h A 23h - 6B Rue RACHAIS - 7^{ème}

LYON

Quel parti pour la victoire du socialisme ?

16 h 30 Expo-photos
17 h Diapositives
17 h 30 Débat

Le PCF et les luttes de classes en France (1936, 1947, 1968). Pourquoi un nouveau parti ? Le PCF et les questions de la guerre et de la paix, des luttes des peuples colonisés.

20 h Chants
20 h 30 Intervention :
La situation actuelle des luttes dans la région. Les propositions du PCMLF.

21 h Sketches : la farce électorale.
21 h 30 Débat

• Lothar/S -Paris

Après 28 jours d'occupation

LA LUTTE CONTINUE !

(Suite de la page une)

Il annonce le tout à la veille de Noël, pour que ça se passe en douceur... croit-il : depuis le 28 décembre, les travailleurs occupent l'usine et bloquent le fameux stock sur l'écoulement discret duquel Mauch, le patron, comptait sans doute pour se remplir les poches et arriver à un bilan de faillite, par la vente non comptabilisée et en espèces dans ses boutiques, par exemple (peu de choses étaient comptabilisées dans cette affaire, ce qui devait

faciliter bien des entourloupes...). Ce fut sans doute la surprise pour Mauch qui en avait profité pour prendre quelques congés, le temps que « ces petites affaires » soient réglées.

Un mois après, il compte sur l'appareil administratif et judiciaire : syndicat, administration provisoire, arrêté d'expulsion par le tribunal (appel a été fait de ce jugement rendu le lundi 23) ; à noter à ce propos que, pour prouver « l'entrave à la liberté du travail », alors quel plus de travailleurs en-

PROLETARIAT No 15

EDITORIAL DE JACQUES JURQUET : Réponse à Kanapa, à propos du mot d'ordre « Classe contre classe », critiqué dans « France nouvelle », et programme de lutte des candidats d'« Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ». IL Y A DIX ANS : PUYRICARD - Article de Camille Granot sur les luttes au sein du Mouvement communiste international et du mouvement ouvrier français qui ont conduit à la rupture avec le révisionnisme moderne et à la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

LUTTES OUVRIERES ET POPULAIRES : ORLAC-GILCA : Contribution des marxistes-léninistes à l'unité ouvriers-paysans. Article de Lucien Nouveau.

« LES TANNEURS ONT LA PEAU DURE », 3 ans de lutte des tanneurs du Puy contre tout licenciement - par les camarades du « Tanneur rouge ».

CRITIQUE POLITIQUE ET THÉORIQUE - « Démocratie française, démocratie avancée ou voie démocratique révolutionnaire ». Par André Druenne.

LA POLITIQUE MILITAIRE DE LA BOURGEOISIE : essai d'analyse des réformes en cours.

- Le social-impérialisme en Amérique latine, une politique de pillage vouée à l'échec.

- Réflexions sur un article de Chang Tchouen-Kiao : « De la dictature intégrale sur la bourgeoisie ».

- Dessins satiriques et vérité
- Notes de lecture

Pour recevoir ce numéro, abonnez-vous :

UN AN, 52 F - ABONNEMENT DE SOUTIEN : 80 F, ou pensez à renouveler votre abonnement. Sauf indications précises, reçues avant le 23 janvier, les commandes des diffuseurs de « Proletariat » seront reconduites pour le No 15.

ADRESSE DE « PROLETARIAT » :
BP 320 - 13213 Marseille Cedex 1
CCP 213 089 H Marseille

Un bon prétexte

Le dispositif policier qui a été mis en place dans le cadre de l'enlèvement du baron Empain et de la recherche d'Yves Maupetit a permis de contrôler, au cours des dernières vingt-quatre heures, 140 000 véhicules et plus de 240 000 personnes.

Un bon prétexte en somme pour entraîner les forces de répression à une mobilisation générale antipopulaire : l'intimidation joue à plein, flics armés de pistolet-mitrailleur aux principaux carrefours et ponts, contrôles de CRS menaçants aux coins de certaines rues, on a du mal à croire que c'est ainsi que sera retrouvé le baron Empain, mystérieusement enlevé. Par contre, le déploiement de forces permet au ministère de l'Intérieur de vérifier le bon fonctionnement d'un plan de quadrillage du pays.

Après la grande occupation policière de Strasbourg, ce week-end, on peut décidément dire que le « terrorisme », le « banditisme » ont bon dos : s'ils n'existaient pas, il faudrait les inventer.

Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

renforcer le mouvement.

Certains parlent de fabriquer pour la lutte, pour tenir longtemps, s'il le faut.

Car il faut tenir, il faut gagner !

Une victoire à Lothar/S, ce serait une victoire pour tous les travailleurs !

Faites parvenir votre soutien au comité de grève de Lothar/S, 1, bd Ney, Paris 18e.

* La première estimation du stock était 200 millions anciens francs ; il s'avère que c'est plutôt le double !

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Xe anniversaire du Parti communiste marxiste-léniniste de France

EDUQUER ET MOBILISER DANS LA LUTTE CONTRE LE SOCIAL-IMPERIALISME RUSSE

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France est né dans le feu de la lutte contre le révisionnisme moderne, dont le centre est Moscou.

Son programme politique, adopté lors de son premier congrès, à Puyricard, les 30 et 31 décembre 1967, témoigne de sa compréhension du phénomène qui a conduit la patrie de Lénine et des soviets à se transformer en Etat capitaliste et impérialiste.

Six mois plus tard, le 21 août 1968, les chars soviétiques franchissaient la frontière tchécoslovaque et fondaient sur Prague. Ils y sont encore aujourd'hui.

Dix ans après cette agression, le peuple tchécoslovaque vit toujours sous la botte de l'occupant fasciste russe.

C'était là, au-delà de la transformation des pays de l'Est en colonies muselées, pillées et asservies aux intérêts de Moscou, la première manifestation éclatante de l'expansionnisme soviétique. L'URSS apparaissait dès lors, ouvertement pour ce qu'elle est devenue : un Etat social-impérialiste, c'est-à-dire, selon la formule de Lénine : « socialiste en paroles, impérialiste dans les faits ».

Mais de tout temps, l'habitude des vieux schémas acquis, la routine de la pensée freinent la reconnaissance et le développement des idées nouvelles. D'autant plus que, dans notre pays comme dans le monde entier, des forces politiques, notamment révisionnistes et trotskistes, complacent de Moscou et soumises à sa baguette, cherchent à masquer sa véritable nature, à voiler la vérité surgie des faits.

Inquiets de l'agressivité nouvelle de l'URSS, de son nouveau poids militaire, les USA et les puissances occidentales se contentaient de protestations verbales.

Géné par l'indignation exprimée par les éléments les plus conscients de la classe ouvrière et du peuple français, le PCF « désapprouvait » mollement l'invasion et s'empessait de clore l'affaire.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), lui, interdit depuis deux mois par la bourgeoisie, menait campagne contre cette agression, se rangeait aux côtés du peuple tchécoslovaque occupé et appelait à la vigilance contre les ambitions soviétiques, dans l'un des premiers numéros de son édition clandestine de son organe central, l'« Humanité nouvelle ».

Peu de temps après, c'était l'agression sovié-



L'invasion de la Tchécoslovaquie : rien à envier aux troupes nazies de la Deuxième guerre mondiale.

que contre la République populaire de Chine dans la région de l'Oussouri, puis l'écrasement d'une première tentative de subversion pro-soviétique au Soudan, l'agression indienne contre le Pakistan, inspirée et attisée par Moscou, la défaite du peuple chilien payant cruellement les illusions mortelles du « passage pacifique » au socialisme, prônée par le Kremlin.

Sur tous ces événements, le PCMLF a mené campagne, les reliant entre eux, démontrant leur sens véritable, appelant à la vigilance et à la mobilisation contre l'appétit dévorant de cette nouvelle superpuissance, complotant et intriguant pour un repartage du monde en sa faveur.

Mais révisionnistes et trotskistes d'un côté, s'agitaient furieusement pour, à contre-courant des faits, maintenir l'idée mensongère que l'URSS était toujours un pays socialiste, la créditant tout au plus de « quelques erreurs dans sa politique étrangère ».

La difficulté de discerner l'évolution nouvelle de la situation internationale jointe à leur campagne mensongère entraînait nombre de progressistes sincères et même des militants du Parti communiste marxiste-léniniste à refuser de voir la vérité en face, à sous-estimer la menace grandissante que le social-impérialisme russe fait peser sur l'ensem-

ble des peuples du monde et particulièrement sur les peuples européens. Ils continuèrent à porter tous leurs coups contre l'impérialisme US, alors déjà sérieusement ébréché par les peuples indochinois, et à épargner l'autre superpuissance apparue sur la scène internationale.

Montrer les choses dans leur développement historique, unifier le parti sur sa juste ligne, éduquer la classe ouvrière et le peuple dans la compréhension des situations nouvelles et des tâches nouvelles qu'elles impliquent, c'est le rôle du parti d'avant-garde. Le Parti communiste marxiste-lé-

niste n'y a pas failli.

Des le mois d'octobre 1973, un éditorial de « L'Humanité rouge » intitulé « Un homme averti en vaut deux » reprenait les orientations politiques du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Il se livrait à une autocritique de l'insuffisance des efforts accomplis pour démasquer le social-impérialisme et appelait à une campagne intense pour dénoncer ses agissements dans le monde et s'y opposer.

« D'immenses efforts doivent être soutenus pour que les plus larges masses populaires et la classe ouvrière en tout premier lieu, accèdent le plus rapidement possible à une claire conscience de cette situation ».

Le fait que la nature social-impérialiste de l'URSS ne soit pas encore reconnue largement, ne saurait s'opposer, à ce que le parti d'avant-garde du prolétariat mène campagne sur cette question. Au contraire ! Qui, sinon lui, est à même de le faire ? Quand, dès 1963, Mao Tsé-toung a qualifié l'URSS de « puissance de nature hitlérienne », une telle appréciation n'était encore guère entendue et comprise. Elle voyait pourtant clair, juste et loin. Et tous les faits depuis sont venus le confirmer.

De même, quand le Parti communiste marxiste-léniniste de France, adhérant à

l'analyse du parti communiste chinois, et la reprenant à son compte, alertait dès 1970 sur la menace de guerre grandissante engendrée par le développement de la rivalité américano-soviétique, et les ambitions grandissantes de l'URSS, bien peu, même parmi ceux qui adhéraient à ces idées par ailleurs, le suivaient dans cette analyse. Mais aujourd'hui, les peuples indien, égyptien, angolais, zairois, somalien ont fait par eux-mêmes l'expérience de son agressivité et leur expérience bénéficie à tous les peuples du monde.

Et en Europe même, qui aujourd'hui peut encore sourire de bonne foi quand on évoque la menace de guerre qui pèse sur nos frontières ?

Certes, beaucoup reste à faire pour éduquer le prolétariat et le peuple de notre pays, dans la compréhension de la situation actuelle, la reconnaissance de l'URSS comme principal foyer de guerre dans le monde ; pour les mobiliser dans les tâches qu'implique cette situation. Mais le Parti communiste marxiste-léniniste, porteur des intérêts du prolétariat et du peuple, fort de ses victoires et de ses erreurs rectifiées, voit et verra toujours plus grandir son influence d'adhésion des masses à son programme et à sa ligne politique dans les combats révolutionnaires à venir.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Le 6 janvier au matin, la bataille des 60 millions était gagnée. Ce succès a suscité un grand enthousiasme. Parmi les nombreux témoignages citons celui des camarades de Marcq-en-Barœul et de Marquette dans le Nord.

« C'est avec une très grande joie que nous apprenons que les soixante millions sont atteints. Notre joie est d'autant plus complète que localement, cette campagne a connu un succès important, nous avons entre le 1er octobre et le 1er janvier, envoyé 5 660 F.

« Cette campagne a été l'occasion pour nous de faire connaître largement notre presse. Nous avons en effet rédigé un tract que nous avons diffusé en alternant distribution sur un petit secteur et collecte de l'argent au porte à porte le lendemain ou le surlendemain.

« Dans nos rangs, cette campagne a été l'occasion d'un renforcement de l'idéologie prolétarienne, puisque chacun a su, en faisant des efforts financiers, mettre l'intérêt collectif avant son propre intérêt personnel.

— Collecter les « petits sous des travailleurs » et faire soi-même des sacrifices financiers.

— Faire connaître notre journal et le nourrir de nos articles locaux, tels ont été les axes de notre campagne.

« Aujourd'hui, en nous appuyant sur les axes indiqués par le quotidien, nous nous fixons, les ob-

jectifs suivants :

— 500 F minimum par mois pour le journal (l'expérience nous a démontré que seuls les efforts prolongés nous permettent d'obtenir des sommes importantes).

— 10 abonnements nouveaux avant la fin du mois de février ».

La souscription permanente, qui prend la relève a également pris un bon départ. C'est ainsi que juste une semaine après avoir atteint les 60 millions, 39 393 F étaient enregistrés. En date du 23 janvier, nous en étions à 47 335, 20 F.

Comme en témoigne la lettre ci-dessous, la souscription est tout à fait liée à notre campagne politique. C'est une occasion de faire connaître notre presse, de faire connaître plus largement notre ligne politique et d'abonner de nouveaux lecteurs. Dans la bataille politique actuelle, où l'on doit apporter de nombreuses explications, il nous faut rapidement profiter du fait qu'un plus grand nombre de travailleurs cherchent à s'informer pour les abonner au journal.

Si nous sommes offensifs sur ce point décisif, le développement de la diffusion alors le « huit pages » quotidien aura permis un pas en avant tant du point de vue politique que financier.

En suivant l'exemple des camarades de Marcq-en-Barœul et Marquette, que chacun se fixe de tels objectifs.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

ROUBAIX (8e circonscription)

Pour l'unité de la classe ouvrière

PROUVOST-MASUREL: L'EXPLOITEUR No1

Roubaix reste toujours la propriété de quelques grandes familles et notamment de deux clans : les Prouvost-Masurel-Lefebvre et les Mulliez-Scalbert (propriétaires de la banque Scalbert, de Auchan et de Philidar).

Ces messieurs rêvent de continuer à dominer Roubaix comme des seigneurs féodaux.

Le principal exploiteur sur la place est incontestablement le groupe Prouvost-Masurel dont la principale usine est la Lainière de Roubaix, plus de 18 000 ouvriers dans le monde (Roubaix, Cambrai, Hénin, Elbeuf, Puteaux, Livry-Gargan, Saint-Quentin, mais aussi le Brésil, la Colombie, les USA, l'Espagne, Milan,

Tunis, l'Afrique du Sud, l'Australie).

Déjà, numéro 1, en Europe de la filature et du peignage, le groupe entreprend une série de fusions. A chaque fois, il rachète une usine, élimine, dans les années 60, ce qui ne l'intéresse pas.

Une règle : plus Prouvost-Masurel s'agrandit, plus on licencie à Roubaix.

1966 :

- Fusion avec la filature Masurel-Frères (à l'époque la 2e de France).

- Contrôle de la société Alfred Motte.

1971

- Contrôle des peignages Fouan

- Acquisition de Louis Lepoutre, numéro 3 de la filature et du tissage. Sur 1 800 ouvriers, 900 sont licenciés. Par contre, les bénéfices passent peu à peu de deux milliards en 1974, à 6 milliards en 1976.

1975

- Contrôle du Peignage des Francs et du Peignage Beaurepaire : 540 licenciements

- Contrôle de Pernel et Flipo (1 200 ouvriers), 119 licenciés en septembre 1975. Depuis ça continue.

1976

- A Jaf (Tourcoing), l'usine rachetée est fermée 140 ouvriers sont mutés à Masurel : 140 licenciés.

- Fermeture de la Lainière de Mouscron.

1977 :

- 140 licenciements à Cambrai

- Annonce d'un plan de licenciements à la Lainière de Roubaix.

- Prouvost-Masurel utilise toutes les ficelles anti-ouvrières imaginables.

- Le chômage partiel : la Lainière est la première usine à le mettre en place dans le Nord, en février 1974. On chôme 8 h par semaine.

- Les « départs volontaires » : on peut estimer qu'il y a, à la Lainière, 1 000 pertes d'effectif chaque année. Au lieu de licencier, on fait tout pour que l'ouvrier prenne son compte.

- Les provocations policières : à Cambrai, le 13 novembre 1977, la police envahit l'usine. 60 jeunes ouvrières sont emmenées au commissariat.

On perquisitionne chez elles, on les garde jusqu'à ce qu'elles avouent qu'elles ont volé des chaussettes. 30 filles sont licenciées sur le champ. Quelques semaines après, la direction annonce 140 licenciements. C'est ce qui s'appelle « préparer le terrain ».

La 8e circonscription couvre Roubaix-Nord, Wattrelos-Nord, Croix-Wasquehal.

ROUBAIX-WATTRELOS : c'est un bastion prolétarien où sont concentrées les couches les plus exploitées de la population. Dans cette ville textile, on trouve encore de nombreuses petites entreprises mais deux grandes usines : JHF (filiale d'un trust canadien Prouvost-Masurel avec son peignage Amédée Prouvost (2 000 travailleurs) ; La Lainière (3 500 travailleurs) et La Redoute où près de 5 000 femmes font tourner la maison de vente par correspondance la plus importante de France.

Ici, c'est le capitalisme sans fard : chômage, racisme, désert culturel, logements insalubres, sous-scolarisation record.

CROIX WASQUEHAL, l'activité tourne autour de deux grandes usines : JHF (filiale d'un trust canadien de machines agricoles) et Les 3 Suisses

LA RENOVATION URBAINE



les courées du Nord, vieux quartiers construits par les patrons du textile pour regrouper les ouvriers aux portes de l'usine, un peu comme les seigneurs du Moyen-âge regroupaient leurs serfs aux pieds des châteaux-forts. Ici les habitants de l'Alma-gare fêtent une victoire dans la lutte qu'ils mènent depuis de nombreuses années (voir nos articles)

La mairie a d'abord rasé le quartier des Longues Haies, symbole du prolétariat révolutionnaire. Maintenant, elle veut raser les courées de l'Alma-Gare.

Les courées ont été construites au XIXe pour abriter les paysans ruinés et les ouvriers belges qui venaient s'embaucher à Roubaix.

Après la guerre, le patronat, à travers le CIL, a relogé, dans des HLM, les ouvriers de ces quartiers pour faire des courées des ghettos d'immigrés et de vieilles personnes.

Détruire les courées, c'est expulser les pauvres dont les patrons ne veulent plus. En effet, ces gens ne pourront payer un loyer HLM.

Mairie de gauche et patronat textile se partagent le travail ; pour la mairie, la

renovation est une source de profits : les immigrés ne votent pas, les vieux coûtent cher ; des quartiers de ca-

dres et commerçants, voilà un électorat intéressant, des cotes mobilières juteuses !

UNE CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE

A Roubaix (120 000 habitants), il y a :

- 8 000 Algériens
- 5 000 Portugais
- 3 300 Italiens
- 1 000 Espagnols

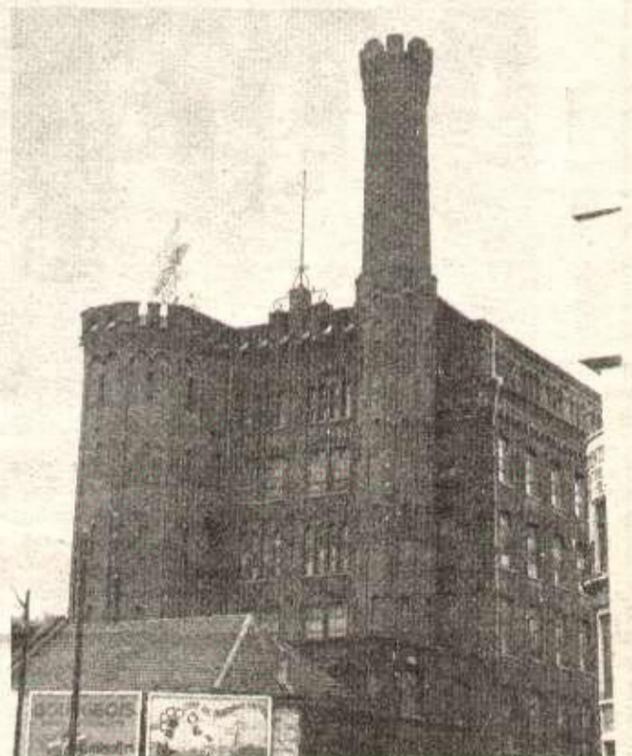
soit 20 % de la population.

La classe ouvrière de Roubaix est une classe ouvrière internationale : déjà, en 1886, il y avait à Roubaix :

- 45 756 Français
- 54 423 étrangers, Belges pour la plupart.

Le Front national déverse actuellement sa propagande sur Roubaix. A La Lainière, on fait courir des bruits « l'équipe de nuit coûte trop cher ».

Le racisme est une arme aux mains du patronat pour diviser la classe ouvrière.



Les grands patrons du textile roubaisien, se considéraient comme les maîtres de la ville, au même titre que les seigneurs du Moyen-âge. C'est pour bien montrer cela que symboliquement ils ont construit leurs usines comme des châteaux-forts, des forteresses, avec tours, donjons tourelles et créneaux.

L'avenir à Roubaix

Pour résoudre la crise du textile il faut la révolution

Pas de solution dans le cadre du système capitaliste : cette simple vérité à droite et à gauche on s'acharne à la cacher.

A gauche, le maire organise un colloque où palabrent divers représentants du capital. Quant au PCF, il veut «sauver le textile» en relançant les exportations la consommation, en développant les exportations et en contrôlant les importations. Voilà des thèmes chers à pas mal de patrons.

Mais pour les ouvriers, ça ne change pas grand chose ; pourquoi d'ailleurs, aucun des grands groupes textiles n'est nationalisable ? Nous avons l'idée que le PC et le PS ne veulent pas avoir la responsabilité des futurs licenciements. Ils préfèrent pour cela laisser en place les Prouvost, Mulliez et Cie.

Tout ce que réclame la direction CGT c'est «un droit réel de discussion à tous les niveaux sur le bien-fondé des fermetures d'entreprises et des compressions de personnels».

Seule la lutte classe contre classe paie

C'est ce que montrent les grèves de la Lainière de 1974 et 1976, grèves victorieuses. Ce n'est pas ce que fait la direction CGT au contraire elle a tenté d'exclure un délégué CGT portugais de la Lainière qui justement avait été très actif lors de ces grèves.

L'aspiration des travailleurs à la coor-

dination des luttes, à la grève tous ensemble et en même temps grandit malgré ces obstacles.

La révolution a besoin des femmes

IMPORTANCE DE LA MAIN D'OEUVRE FÉMININE DANS LE TEXTILE A ROUBAIX-TOURCOING

Filature de coton	52 %	des ouvriers
Filature de Laine	50 %	des ouvriers
Bonneterie	84 %	des ouvriers
Tissage	55 %	des ouvriers

Les femmes sont sous-payées. Elles sont soumises à l'usure nerveuse et autres maladies liées aux mauvaises conditions de travail : varices, scoliose, etc. Les marxistes-léninistes mobiliseront largement les femmes pour développer la lutte pour un «travail égal, salaire égal», pour de meilleures conditions de travail.

Rappeler le passé pour préparer l'avenir

Le passé de Roubaix est riche de grandes traditions révolutionnaires soigneusement ensevelies par la bourgeoisie et le PCF depuis les grandes luttes d'Halluin-la-Rouge jusqu'à la grève générale du textile de 1931 qui dura huit mois et culmina avec l'insurrection des Longues Haies de juin 1931, où les ouvriers ont dressé des barricades contre les gardes-mobiles sur le mot d'ordre «Ici est la forteresse du peuple».

(VOIR AUTRE ARTICLE, PAGE 5)

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

L'ETAT BOURGEOIS : DES DETACHEMENTS SPECIAUX D'HOMMES ARMES, DISPOSANT DE PRISONS...



La répression des larges masses travailleuses, tel est le vrai visage de l'Etat bourgeois.

Les ouvriers de l'entreprise D. se sont mis en grève. Résolus à faire céder le patron, ils ont décidé l'occupation de l'usine, voilà une semaine que toute la production est stoppée et les stocks bloqués. Il y a deux jours, sur plainte du patron, le tribunal des référés a décidé l'expulsion des grévistes, considérant qu'il s'agit d'un acte illégal, une atteinte intolérable au « droit de propriété » et à la « liberté du travail ».

Aujourd'hui au petit matin, les « forces de l'ordre » ont encerclé l'usine et à coups de matraques ils ont expulsés les grévistes.

Voilà comment presque quotidiennement, la justice et la police jouent leur rôle d'organe de l'appareil d'Etat au service des exploités contre les exploités. Cette expérience courante de la lutte de classe s'inscrit en faux contre les discours officiels sur l'Etat dont le rôle serait de défendre l'intérêt général ou encore national. Car c'est ainsi que la bourgeoisie présente les choses. L'Etat serait l'expression de la volonté majoritaire du peuple, état neutre, garant des intérêts publics contre les égoïsmes privés, etc. En fait, toutes ces formules ne sont là que pour embrouiller les choses, pour parer d'une auréole de légitimité la domination de classe de la bourgeoisie dont l'Etat est l'instrument. Un instrument entre les mains des exploités pour perpétuer l'exploitation.

Comment en serait-il autrement dans une société marquée par l'antagonisme fondamental de deux classes. D'un côté, les travailleurs qui ne possèdent rien et qui subsistent en usant leur vie au travail, de l'autre, une minorité qui possède tout et qui ne cesse de s'enrichir en s'appropriant les fruits du travail des exploités.

Lorsque cette contradiction devient aiguë, quand les exploités se dressent pour en finir avec cette injustice, l'Etat apparaît pour ce qu'il est, réduit à l'essentiel : une force brutale de répression.

On se rappelle Mai 68. Quand tout le peuple est en effervescence, que les ouvriers occupent leurs usines, que les manifestations de masse se succèdent dans les rues, De Gaulle, chef de l'Etat, fait le voyage en Allemagne, il requiert Massu le tortionnaire du peuple algérien. Peu de temps après, les blindés seront disposés autour de Paris.

L'armée, la police et l'appareil judiciaire voilà les piliers de l'appareil d'Etat.

L'ARMÉE

L'armée, « dernier rempart de la démocratie », comme dit la bourgeoisie,

compte plus de 600 000 hommes. Elle n'a pas que des ennemis à l'extérieur du territoire national, la lutte contre l'ennemi intérieur fait explicitement partie de son rôle.

« Les cadres et la troupe doivent être préparés à un emploi éventuel aux tâches de maintien de l'ordre », c'est le sens des manœuvres « antiguerilla » organisées par l'Etat-major sur le thème : les blancs contre les rouges. Mais plus que le contingent, le noyau dur de cette armée prête à la guerre civile, c'est l'armée de métier.

Véritable corps de mercenaires dont l'encadrement a été souvent formé à l'école des guerres coloniales, cette armée permanente inclue les effectifs de la gendarmerie.

Après 1968, la bourgeoisie a renforcé son dispositif militaire de répression du peuple. Ce fut en particulier la création de la DOT (Défense opérationnelle du territoire), dont le secrétaire d'Etat à la défense de l'époque définissait clairement le rôle : « La défense opérationnelle du territoire est aujourd'hui organisée pour éviter tout retour aux événements qui ébranlèrent la nation en mai 1968 ».

Ce dispositif de DOT qui mobilise en permanence plus de 100 000 hommes constitue un véritable quadrillage du pays par l'armée.

LA POLICE

Mais ce n'est pas tout. Si avant la dernière guerre, la bourgeoisie envoyait couramment la troupe contre le peuple en lutte, avec le temps, elle a spécialisé des détachements de répression armés. En 1947, le très socialiste ministre de l'Intérieur Jules Moch présida à la création des compagnies républicaines de sécurité, les CRS, tristement célèbres qui s'illustrèrent très vite dans l'assassinat d'ouvriers grévistes. La spécialisation et le renforcement de l'appareil policier se poursuit sans relâche. Ce processus fut décrit de manière très précise au lendemain de 1968 par Marcellin, ministre de l'Intérieur : « Le tort que l'on a toujours en période de calme, est de relâcher l'effort, de ne plus investir, de ne plus créer d'emplois ; et tout à coup, le danger est aux portes. Il est bien temps alors de faire son examen de conscience et de se plaindre ! Il faut au contraire profiter des périodes d'accalmies pour se préparer, s'adapter, amplifier ses moyens afin de pouvoir agir avec efficacité lorsqu'il le faut... Dans les périodes de troubles, de contestation, ou même les institutions les plus anciennes hésitent, l'Etat

seul sert de rempart à la population contre la conséquence du désordre des esprits ».

Après 1968, les brigades spéciales d'intervention sont créées. Le fichier central de la police mis en place et géré sur ordinateur, le célèbre Safari. Les écoutes téléphoniques sont étendues. Car derrière l'appareil de répression visible, œuvrent toute une série de services spécialisés dont les Renseignements généraux, les fameux RG, ne sont que les plus connus. Armée, gendarmerie, police, tout est coordonné, imbriqué. Ainsi, la police n'a pas l'exclusivité du fichage des travailleurs. Un grand nombre d'entreprises, en particulier de la métallurgie, sont classés en affectation défense, leur production étant directement liée à l'industrie de guerre, les ouvriers peuvent y être réquisitionnés et l'armée a la possibilité d'y exercer un contrôle permanent.

De plus, en marge de cet appareil d'Etat tout à fait officiel, mais en liaison étroite avec certains de ses services, agissent les barbotzes, les SAC et autres bandes armées qui exécutent les basses œuvres de l'Etat, sans porter atteinte de manière directe à la « respectabilité des défenseurs de l'ordre ».

Toutes ses activités antipopulaires de la police, la bourgeoisie tente de les camoufler derrière l'image bonhomme et bienveillante du « gardien de la paix ». Et quand un jeune ou un immigré meurt sous les balles d'un policier, il ne s'agit que d'une bavure.

Avec la crise qui se développe, le renforcement du dispositif policier s'accélère. C'est à Poniowski qu'on doit les opérations « coup de poing ». Et à droite comme à gauche, tous les partis bourgeois rivalisent pour exiger toujours plus de flics, toujours plus de commissariats.

L'APPAREIL JUDICIAIRE

« Tous les citoyens sont égaux devant la loi », cette loi que tout un corps de magistrats est censé appliquer dans la plus stricte impartialité ; c'est l'adage « Pour le riche comme pour le pauvre, il est interdit de coucher sous les ponts ». Derrière cette belle égalité, la bourgeoisie s'efforce d'escamoter la question de fond : qui fait les lois et au profit de qui ?

Là encore, l'expérience se charge de répondre : la loi est une loi faite par la bourgeoisie pour défendre la bourgeoisie. Le droit n'est rien d'autre que l'expression juridique de la domination de cette

classe sur le peuple travailleur.

La seule liberté dont l'appareil judiciaire soit le gardien, c'est la liberté d'exploiter.

Et quand on a gratté toute cette belle façade de justice, il ne reste plus qu'une chose : l'appareil pénitentiaire. Qui trouve-t-on dans les prisons ? Les gens du peuple et tous ceux qui mettent en danger la domination des exploités.

Non seulement, la justice, c'est celle de la bourgeoisie, mais en plus, l'appareil judiciaire tout entier est maintenu par la corruption et la menace sous le contrôle direct de la classe bourgeoise.

Si des magistrats font entendre des voix discordantes, ils seront mis au pas ou brisés s'il le faut. Monique Guemann, membre du Syndicat de la Magistrature, eut l'audace de mettre en doute la légalité de l'expulsion de Klaus Croissant ; elle fut cassée, d'autres sont mutés, et pourquoi pas liquidés s'ils refusent de comprendre qu'une loi faite par la bourgeoisie ne saurait être utilisée contre elle.

Que la loi se révèle insuffisante à protéger les exploités, d'autres lois seront fabriquées sur mesure pour réparer cette faille, ou la loi sera tout simplement violée.

D'ailleurs les juridictions d'exception et les pouvoirs spéciaux sont là pour parer à toutes ces lacunes éventuelles. Notre camarade, Romain Le Gal, n'est-il pas resté six mois emprisonné à la Santé sur demande de la Cour de sûreté de l'Etat, sans qu'aucun jugement n'ait été prononcé contre lui ?

Des détachements d'hommes armés et des prisons, voilà à quoi se résume l'Etat de la bourgeoisie.

Cet appareil d'Etat a été façonné au cours des siècles de luttes de classe comme instrument pour perpétuer l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il ne peut être question pour nous, prolétaires, de le conquérir pacifiquement « de l'intérieur » ou de le changer par des réformes.

L'appareil d'Etat bourgeois existe tout entier pour nous maintenir dans notre situation d'exploités, d'opprimés. Pour en finir avec l'exploitation, il faut nécessairement le détruire, et en premier lieu, ses principaux piliers : la police et l'armée.

« La tâche centrale et la forme suprême de la révolution, c'est la conquête du pouvoir par la lutte armée ; c'est résoudre le problème par la guerre. Ce principe révolutionnaire du marxisme-léninisme est valable partout ». (Mao Tse-toung)